

L'UIHJ à la rencontre des huissiers de justice algériens

Une mission composée d'huissiers de justice représentant la CNHJ de France et l'UIHJ a été invitée en Algérie du 3 au 13 février 2005 par le ministère de la Justice d'Algérie

Un éclat nouveau

L'Algérie s'est donnée pour objectif de marquer de son empreinte la scène internationale.

A court terme, les autorités affinent les relations avec la France, dans la perspective du traité d'amitié que doivent signer les deux présidents de la République, Abdelaziz Bouteflika et Jacques Chirac.

A plus long terme, cet Etat entrevoit son adhésion à l'Union européenne.

Ainsi, le pays, longtemps confiné dans l'ombre, sort-il peu à peu de cette zone pour apparaître sous un éclat nouveau.

Une mission composée d'huissiers de justice représentant la CNHJ de France et l'UIHJ a été conviée du 3 au 13 février 2005 par le ministère de la Justice d'Algérie à parcourir le pays pour y découvrir, certes, le charme envoûtant de certaines contrées, mais aussi et surtout pour y rencontrer les plus hautes autorités, tout en participant à un grand nombre de conférences ou séminaires.

Visites et colloques

La délégation de l'UIHJ, avec à sa tête son président Jacques Isnard, a visité Oran, où elle a été reçue par Me Krim, président de la chambre des huissiers de justice de l'Ouest, après quoi elle s'est dirigée vers Tlemcen pour un colloque qui s'est déroulé de concert avec le barreau dans les locaux de la magnifique bibliothèque de la faculté de droit.

Le thème de ce colloque, l'exécution en droit comparé, a suscité un puissant intérêt, matérialisé par la présence de 150 avocats et huissiers de justice, tous en robe, et celle des hauts représentants locaux.

L'étape de Tlemcen a encore été marquée par différentes réceptions en mairie, au siège de la cour avec le procureur général Addala Hachemi et le président Ben Messaoud Rachid et enfin avec une invitation à la résidence du préfet, Nouri Abdelhouab.

Dans le droit fil des visites entreprises dans la partie ouest, l'UIHJ et les membres des autres délégations ont été accueillies à Sidi-Bel-Abbes par les deux chefs de cour, A. Yahiaoui, procureur général, et T. Ben Hachem, président. A l'issue de la rencontre, une conférence de presse a été organisée, mettant essentiellement en exergue le rôle des huissiers de justice algériens dans le système judiciaire national et la nécessité pour les pouvoirs publics de renforcer les moyens donnés aux huissiers de justice pour assurer une exécution de qualité. La délégation a ensuite rejoint Alger avant de s'enfoncer dans l'Est du territoire où des rencontres ont eu lieu avec les autorités civiles, judiciaires et militaires à Bordj Bou Arreridji et à Batna où s'est déroulé un deuxième colloque sur l'exécution et le statut de l'huissier de justice, animé par un collège d'universitaires, de représentants d'huissiers de justice d'Algérie, de France et de Tunisie, et placé sous la direction du 1er vice président de l'UIHJ, Leo Netten.

Le périple, parfaitement orchestré par Me Saadoudi, président de la chambre de l'Ouest, s'est poursuivi à Biskra, lieu de rendez-vous avec le préfet et les chefs de cour, avant d'aborder le désert jusqu'à El Oued où la délégation était attendue à la résidence Mehri.

Rencontres à Alger

A Alger toute une série de rencontres a permis aux représentants de l'UIHJ d'affiner l'image de notre organisation en proposant de s'associer plus amplement encore aux diverses opérations de coopération avec les huissiers de justice algériens.

Les rencontres avec le ministère de la Justice ont permis de disséquer les positions respectives avec pour finalité la décision :

- de coopérer dans la création d'une école de procédure pour les huissiers de justice algériens
- de favoriser le développement technologique des offices d'huissier de justice
- de promouvoir des opérations de jumelage
- d'organiser un colloque international sur le droit de l'exécution

Par ailleurs, l'aspect international devait être largement évoqué avec M. Bouguerra Soltani, président du MSP et aussi avec M. Abdelaziz Belkhadem, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, avec lesquels fut examinée la positon de l'Algérie au regard des différents instruments internationaux et plus précisément la Conférence de La Haye de droit international privé. L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la sécurité juridique et par conséquent les voies d'exécution pour favoriser l'investissement. En outre, la création d'UIHJ-Euromed fut longuement commentée.

Un rapprochement entre la France et l'Algérie

A l'issue des travaux et de ces journées algéroises marquées du sceau d'une organisation sans faille due à M. Djane-Hamed, président de la région centre des huissiers de justice, une prestigieuse séance de clôture avait lieu avec la participation de M. le consul général de France, de M. Amara, directeur des services judiciaires, de M. Sahraoui, inspecteur général des services judiciaires, et de M. le directeur des affaires civiles et du sceaux.

Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie, devait, lors d'une ultime allocution, se féliciter du rapprochement entre la France et l'Algérie et saluer la contribution apportée par l'UIHJ pour favoriser le développement de la profession en Algérie.

Le président algérien devait enfin fustiger les organismes de recouvrement en indiquant : « ... il devient impératif de protéger les tâches qui relèvent de notre profession en repoussant l'empiètement des sociétés de recouvrement de créances... »

Les derniers propos de conclusions furent pour remercier chaleureusement les autorités du pays pour l'aide apportée et les membres de la délégation française et de l'UIHJ pour leur éminente participation.



The UIHJ meets Algerian judicial officers

A group made up of judicial officers representing the CNHJ of France and the UIHJ was invited to Algeria from 3 to 13 February 2005 by the Algerian justice minister

A new visibility

Algeria wants to make its mark internationally.

In the near term, the government is refining its relationship with France as it looks ahead to the treaty of friendship that the two Presidents of the Republic Abdelazaiz Bouteflika and Jacques Chirac are meant to sign.

In the longer term, the country is eyeing a membership of the European Union.

So the country, which spent a long time in the shadows, is coming slowly out into a new visibility.

A group of judicial officers representing the CNHJ of France and the UIHJ was invited from 3 to 13 February 2005 by the Algerian Minister of Justice to travel the country to discover the charm of certain of the bewitching landscapes, of course, but also and chiefly to meet high officials whilst participating in a large number of conferences and seminars.

Visits and colloquia

The UIHJ delegation, led by its chairman Jacques Isnard, visited Oran, where it was received by Mr Krim, chairman of the chamber of judicial officers of the West, after which it went to Tlemcen for a colloquium which was held together with the bar in the rooms of the magnificent law school library.

The topic of the colloquium, comparative law enforcement, aroused great interest, which was displayed by the presence of 150 lawyers and judicial officers, all robed, and of the top local officials.

The stop at Tlemcen was also marked by several receptions at the town hall, at the headquarters of the court with the Prosecutor General Addala Hachemi and its president Ben Messaoud Rachid and finally an invitation to the residence of the prefect Nouri Abdelhouab.

As a continuation of the visits in the west, the UIHJ and members of other delegations were welcomed at Sidi-Bel-Abbes by the two heads of the court, the Prosecutor General A. Yahiaoui and the president T. Ben Hachem. After this meeting, a press conference was held, which stressed the role of Algerian judicial officers in the national legal system and the need for the public authorities to strengthen the power of the judicial officers to carry out high-quality enforcement.

The delegation then went to Algiers before going into the East part of the country where meetings took place with civil, judicial and military authorities at Bordj Bou Arreridje and Batna, where there was a second colloquium on enforcement and the role of the judicial officer, in which the participants were university students, representatives of judicial officers from Algeria, France and Tunisia under the auspices of the UIHJ First Vice President Leo Netten.

The tour was perfectly orchestrated by Mr Saadoudi, chairman of the West chamber, and continued in Biskra, where there were meetings with the prefect and the heads of the courts, before continuing into the desert as far as El Oued where the delegation was expected at the Mehri residence.



Jacques Isnard, M. Bouchadi, Djane Hamed Sid Ahmed, président de la chambre régionale d'Ager — president of the Regional chamber of Algiers -, & Ali Sahraoui, inspecteur général au ministère de la Justice — General inspector at the ministry of Justice

Meetings in Algiers

In Algiers a whole series of meetings made it possible for the representatives of the UIHJ to refine the image of our organisation by proposing a still broader association with the diverse cooperation opportunities with the Algerian judicial officers

The meetings with the ministry of justice allowed us to discuss our respective positions with, as a final outcome, the decision:

- to cooperate in the establishment of a procedural school for Algerian judicial officers
- to encourage the technological development of the offices of judicial officers
- to promote twinning
- to organise an international colloquium on enforcement law.

In addition, the international aspect was heavily stressed by Mr Bouguerra Soltani, president of the MSP and also Mr Abdelaziz Belkhadem, minister of state and foreign minister, with whom the issue of the position of Algeria as regards different international instruments and more precisely The Hague Conference on private international law was examined. Emphasis was put on the need to strengthen legal security and as a result the means of enforcement to encourage investment. In addition, the establishment of UIHJ-Euromed was commented on at length.

Increasing the relationship between France and Algeria

After this work and these days in Algiers which were organised faultlessly by Mr Djane Hamed, president of the central region of judicial officers, a prestigious closing session took place with the participation of the French consul general, Mr Amara the director of judicial services, Mr Sahraoui the inspector general of judicial services and the director of civil affairs.

Mohamed Cherif, chairman of the national chamber of judicial officers of Algeria, in a final speech, commended the increasing relationship between France and Algeria and saluted the contribution of the UIHJ in encouraging the development of the profession in Algeria.

The Algerian chamber's chairman also condemned the debt collection organisations by saying "it is becoming imperative to protect the tasks of our profession by pushing back against the encroachment of debt collection companies".

The final words of the conclusions were to thank warmly the country's authorities for their assistance and the members of the French delegation and of UIHJ for their distinguished participation.